

Sous-section III. — Dispositions spécifiques concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles.

Art. 14. L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les équipements de travail mobiles soient utilisés conformément aux dispositions spécifiques suivantes :

1. La conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs, est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate pour la conduite sûre de ces équipements de travail.

2. Si un équipement de travail évolue dans une zone de travail, des règles de circulation adéquates doivent être établies et suivies.

3. Des mesures d'organisation doivent être prises pour éviter que des travailleurs à pied ne se trouvent dans la zone de travail d'équipements de travail automoteurs. Si la présence de travailleurs exposés à pied est requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures appropriées doivent être prises pour éviter qu'ils soient blessés par les équipements.

4. L'accompagnement de travailleurs sur des équipements de travail mobiles mus mécaniquement n'est autorisé que sur des emplacements sûrs aménagés à cet effet.

Si des travaux doivent être effectués pendant le déplacement, la vitesse doit, au besoin, être adaptée.

5. Les équipements de travail mobiles munis d'un moteur à combustion ne doivent être employés dans les zones de travail que si un air ne présentant pas de risques pour la sécurité et la santé des travailleurs en quantité suffisante y est garanti.

Sous-section IV. — Dispositions finales.

Art. 15. Sont abrogés dans le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 :

1° l'article 44*bis*, remplacé par arrêté royal du 3 février 1975;

2° l'article 49*bis*, inséré par arrêté royal du 5 juin 1957;

3° l'article 54*bis*, inséré par arrêté royal du 24 avril 1969.

Art. 16. Sont chargés de la surveillance des dispositions du présent arrêté :

a) les ingénieurs, ingénieurs industriels, ingénieurs techniciens et contrôleurs techniques de l'Inspection technique de l'Administration de la sécurité du travail;

b) les médecins-inspecteurs du travail et les inspecteurs adjoints d'hygiène de l'Inspection médicale de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

Art. 17. Les dispositions des articles 1^{er} à 14 du présent arrêté constituent la section II du Titre VI, Chapitre II du Code sur le bien-être au travail intitulées comme suit :

« 1° TITRE VI. — Equipements de travail. »

« 2° CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques. »

« 3° Section II. — Equipements de travail mobiles. ».

Art. 18. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Onderafdeling III. — Specifieke bepalingen betreffende het gebruik van mobiele arbeidsmiddelen.

Art. 14. De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de mobiele arbeidsmiddelen worden gebruikt in overeenstemming met volgende specifieke bepalingen :

1. Mobiele arbeidsmiddelen met eigen aandrijving mogen alleen worden bestuurd door werknemers die een adequate opleiding voor het veilig besturen van deze arbeidsmiddelen hebben gekregen.

2. Wanneer een arbeidsmiddel zich binnen een werkzone beweegt, moeten adequate verkeersregels worden vastgesteld en nageleefd.

3. Er moeten organisatorische maatregelen worden genomen om te vermijden dat zich werknemers te voet bevinden in de werkzone van arbeidsmiddelen met eigen aandrijving. Indien de aanwezigheid van blootgestelde werknemers te voet voor de goede uitvoering van de werkzaamheden vereist is, moeten passende maatregelen worden genomen om te voorkomen dat deze door de arbeidsmiddelen worden verwond.

4. Het meerijden van werknemers op mechanisch voortbewogen mobiele arbeidsmiddelen is slechts toegestaan op speciaal daartoe ingerichte veilige plaatsen.

Als tijdens de verplaatsing werkzaamheden moeten worden uitgevoerd, moet de snelheid zo nodig worden aangepast.

5. Met een verbrandingsmotor uitgeruste mobiele arbeidsmiddelen mogen in de werkzones slechts worden gebruikt als er wordt gezorgd voor voldoende lucht die geen gevaar oplevert voor de veiligheid en gezondheid van de werknemers.

Onderafdeling IV. — Slotbepalingen.

Art. 15. Worden opgeheven in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 :

1° artikel 44*bis*, vervangen door het koninklijk besluit van 3 februari 1975;

2° artikel 49*bis* ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 juni 1957;

3° artikel 54*bis* ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 1969.

Art. 16. Zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit :

a) de ingenieurs, industrieel ingenieurs, technisch ingenieurs en technisch controleurs van de Technische Inspectie van de Administratie van de arbeidsveiligheid;

b) de geneesheren-arbeidsinspecteurs en de adjunct-inspecteurs-arbeidshygiëne van de Medische Inspectie van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

Art. 17. De bepalingen van de artikelen 1 tot 14 van dit besluit vormen afdeling II van Titel VI, Hoofdstuk II van de Code over het welzijn op het werk met volgende opschriften :

« 1° TITEL VI. — Arbeidsmiddelen. »

« 2° HOOFDSTUK II. — Specifieke bepalingen. »

« 3° Afdeling II. — Mobiele arbeidsmiddelen. ».

Art. 18. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Vu la deuxième directive particulière 89/655/CEE du 30 novembre 1989 du Conseil des Communautés européennes concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail, modifiée par la directive 95/63/CE du 5 décembre 1995;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 269, point 4, remplacé par arrêté royal du 19 septembre 1980 et modifié par arrêté royal du 2 septembre 1983, l'article 269bis, point 3, inséré par arrêté royal du 19 septembre 1980 et modifié par arrêté royal du 2 septembre 1983, les articles 275, 276 et 277 ainsi que l'article 279, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1958, 20 juin 1962 et 26 février 1975;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, donné le 28 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la directive 95/63/CE devait être transposée en droit belge au plus tard le 5 décembre 1998; qu'il est par conséquent urgent de prendre sans délais les mesures nécessaires pour éviter que la responsabilité de l'Etat belge soit mise en cause;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Sous-section Ire. — Principes généraux.

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux employeurs et aux travailleurs, ainsi qu'aux personnes y assimilées, visés à l'article 2 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux équipements de travail servant au levage de charges.

Art. 3. Les dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail et de ses annexes sont applicables aux équipements de travail servant au levage de charges.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements du travail, les équipements de travail servant au levage de charges mis à la disposition des travailleurs dans l'entreprise ou l'établissement doivent satisfaire aux dispositions des arrêtés transposant les directives communautaires qui sont applicables à ces équipements.

Art. 5. Dans la mesure où les dispositions visées à l'article 4 ne sont pas ou ne sont que partiellement d'application, les équipements de travail servant au levage de charges mis à la disposition des travailleurs dans l'entreprise ou l'établissement doivent satisfaire aux dispositions du Règlement général pour la protection du travail qui leur sont applicables, aux dispositions de l'annexe I à l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements du travail et le cas échéant aux dispositions concernant les équipements de travail mobiles ainsi qu'aux prescriptions minimales spécifiques visées aux articles 6 à 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4, les équipements de travail servant au levage de charges déjà mis à la disposition des travailleurs dans l'entreprise ou l'établissement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent satisfaire, au plus tard au 5 décembre 2002, aux prescriptions de l'article 6.

Sous-section II. — Prescriptions minimales spécifiques applicables aux équipements de travail pour le levage de charges

Art. 6. Les prescriptions minimales de cette sous-section s'appliquent dans le respect des dispositions des articles 4 et 5.

Art. 7. Dans la mesure où elles s'appliquent aux équipements de travail servant au levage de charges en service, ces prescriptions n'appellent pas nécessairement les mêmes mesures que les exigences essentielles concernant les équipements de travail neufs.

Gelet op de tweede bijzondere richtlijn 89/655/EEG van 30 november 1989 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de minimumvoorschriften inzake veiligheid en gezondheid bij het gebruik door werknemers van arbeidsmiddelen op de arbeidsplaats, gewijzigd bij de richtlijn 95/63/EG van 5 december 1995;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 269, punt 4, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 september 1980 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1983, artikel 269bis, punt 3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 september 1980 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1983, de artikelen 275, 276 en 277 alsook op artikel 279, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1958, 20 juni 1962 en 26 februari 1975;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven op 28 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de richtlijn 95/63/EG uiterlijk op 5 december 1998 in Belgisch recht diende omgezet te zijn; dat het derhalve dringend noodzakelijk is zonder uitstel de nodige maatregelen te treffen om te vermijden dat de aansprakelijkheid van de Belgische staat in het gedrang zou komen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onderafdeling I. — Algemene beginselen.

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werknemers en op de daarmee gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten.

Art. 3. De bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen en zijn bijlagen zijn van toepassing op arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen, moeten de arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten die ter beschikking van de werknemers zijn gesteld in de onderneming of inrichting, voldoen aan de bepalingen van de besluiten genomen in uitvoering van de communautaire richtlijnen die op deze arbeidsmiddelen van toepassing zijn.

Art. 5. Voor zover de bepalingen bedoeld in artikel 4 niet of slechts ten dele van toepassing zijn moeten de arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten die ter beschikking van de werknemers zijn gesteld in de onderneming of inrichting voldoen aan de bepalingen van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming die er op van toepassing zijn, aan de bepalingen van bijlage I van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen en in voorkomend geval aan de bepalingen betreffende het gebruik van mobiele arbeidsmiddelen alsook aan de specifieke minimumvoorschriften bedoeld in de artikelen 6 tot 11.

Onverminderd de bepalingen van artikel 4 moeten de arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds ter beschikking van de werknemers staan in de onderneming of inrichting, uiterlijk op 5 december 2002 voldoen aan de bepalingen van artikel 6.

Onderafdeling II. — Specifieke minimumvoorschriften van toepassing op arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten

Art. 6. De minimumvoorschriften van deze onderafdeling zijn van toepassing met inachtnaam van de voorschriften van de artikelen 4 en 5.

Art. 7. Voor zover van toepassing op arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten die in gebruik zijn, vergen deze voorschriften niet noodzakelijkerwijs dezelfde maatregelen als de fundamentele eisen die van toepassing zijn op nieuwe arbeidsmiddelen.

Art. 8. Si les équipements de travail servant au levage de charges sont installés à demeure, leur solidité et leur stabilité pendant l'emploi doivent être assurées compte tenu notamment des charges à lever et des contraintes induites aux points de suspension et de fixation aux structures.

Art. 9. Les machines servant au levage de charges doivent porter une indication clairement visible de leur charge nominale et, le cas échéant, une plaque de charge donnant la charge nominale pour chaque configuration de la machine.

Les accessoires de levage doivent être marqués de façon à permettre d'en identifier les caractéristiques essentielles à une utilisation sûre.

Si l'équipement de travail n'est pas destiné au levage de travailleurs et s'il existe une possibilité de confusion, une signalisation doit être apposée de manière visible.

Art. 10. Les équipements de travail installés à demeure doivent être installés de manière à réduire le risque que les charges :

- a) heurtent les travailleurs;
- b) de façon involontaire, dérivent dangereusement ou tombent en chute libre, ou
- c) soient décrochées involontairement.

Art. 11. Les équipements de travail destinés au levage ou de déplacement de travailleurs doivent être appropriés :

- a) pour éviter les risques de chute de l'habitacle, lorsqu'il existe, au moyen de dispositifs appropriés;
- b) pour éviter les risques de chute de l'utilisateur hors de l'habitacle, lorsqu'il existe;
- c) pour éviter les risques d'écrasement, de coincement ou de heurt de l'utilisateur, notamment ceux dus à un contact fortuit avec des objets;
- d) pour garantir la sécurité des travailleurs bloqués en cas d'accident dans l'habitacle et permettre leur dégagement.

Si, pour des raisons inhérentes au site et à la dénivelée les risques visés au premier alinéa sous le point a) ne peuvent être évités au moyen d'aucun dispositif de sécurité, un câble à coefficient de sécurité renforcé doit être installé et son bon état doit être vérifié chaque jour de travail.

Sous-section III. — Dispositions générales concernant l'utilisation d'équipements de travail pour le levage de charges.

Art. 12. L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les équipements de travail servant au levage de charges soient utilisés conformément aux dispositions des sous-sections III à VI.

Art. 13. Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être employés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes conditions prévisibles, compte tenu de la nature du sol.

Art. 14. Le levage de travailleurs n'est permis qu'avec les équipements de travail et les accessoires prévus à cette fin.

A titre exceptionnel, des équipements non prévus pour le levage des travailleurs peuvent être utilisés à cette fin, pour autant que les mesures appropriées aient été prises pour assurer la sécurité, conformément aux prescriptions minimales des sous-sections V et VI.

Art. 15. Des mesures doivent être prises pour que des travailleurs ne soient pas présents sous des charges suspendues, à moins que cela soit requis pour le bon déroulement des travaux.

Il n'est pas permis de faire passer des charges au-dessus des lieux de travail non protégés occupés habituellement par des travailleurs. Si le bon fonctionnement des travaux ne peut être assuré autrement, des procédures appropriées doivent être définies et appliquées.

Art. 16. Les accessoires de levage doivent être choisis en fonction des charges à manutentionner, des points de préhension, du dispositif d'accrochage et des conditions atmosphériques et compte tenu du mode et de la configuration d'élingage.

Les assemblages d'accessoires de levage doivent être clairement marqués pour permettre à l'utilisateur d'en connaître les caractéristiques, s'ils ne sont pas défaits après emploi.

Art. 8. Wanneer arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten vast worden opgesteld, moet er worden gezorgd voor hun stevigheid en stabiliteit tijdens het gebruik, met name rekening houdend met de te hijsen of te heffen lasten en de belastingen waaraan de ophangings- of bevestigingspunten aan de draagconstructies worden onderworpen.

Art. 9. Op machines voor het hijsen of heffen van lasten moet de nominale last op een duidelijk zichtbare wijze worden aangegeven en, in voorkomend geval, moet op een plaat de nominale last voor elke configuratie van de machine worden vermeld.

Hijs- en hefhelpstukken moeten zodanig worden gemarkeerd dat de voor een veilig gebruik essentiële kenmerken daarvan kunnen worden geïdentificeerd.

Wanneer een arbeidsmiddel niet bestemd is voor het hijsen of heffen van werknemers en er een mogelijkheid tot verwarring bestaat, moet een passende signalering op zichtbare wijze worden aangebracht.

Art. 10. Vast opgestelde arbeidsmiddelen moeten zodanig worden opgesteld dat het risico beperkt wordt dat de lasten :

- a) de werknemers raken;
- b) ongewild, op gevaarlijke wijze uit hun baan of in vrije val geraken, of
- c) ongewild losraken.

Art. 11. Arbeidsmiddelen voor het hijsen, heffen of verplaatsen van werknemers, moeten zodanig worden uitgerust dat :

- a) met behulp van passende voorzieningen wordt voorkomen dat de kooi, indien aanwezig, naar beneden valt;
- b) wordt voorkomen dat de gebruiker uit de eventuele kooi valt;
- c) wordt voorkomen dat de gebruiker wordt verpletterd, beklemd geraakt of wordt aangestoten, met name als gevolg van een onopzettelijk contact met een voorwerp;
- d) de veiligheid van de bij een ongeval in de kooi opgesloten werknemers wordt gegarandeerd en hun bevrijding mogelijk wordt gemaakt.

Wanneer de in het eerste lid, onder a) vermelde risico's om redenen in verband met de terreinomstandigheden en het hoogteverschil niet met behulp van een veiligheidsvoorziening kunnen worden vermeden, moet een kabel met een verhoogde veiligheidscoëfficiënt worden geïnstalleerd en moet de goede staat daarvan elke werkdag worden gecontroleerd.

Onderafdeling III. — Algemene bepalingen betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten.

Art. 12. De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten worden gebruikt in overeenstemming met de bepalingen van de onderafdelingen III tot VI.

Art. 13. Demonteerbare of mobiele arbeidsmiddelen die dienen voor het hijsen of heffen van lasten moeten zodanig worden gebruikt dat de stabiliteit van het arbeidsmiddel tijdens het gebruik onder alle voorzienbare omstandigheden, rekening houdend met de aard van de bodem, wordt gewaarborgd.

Art. 14. Het hijsen of heffen van werknemers is uitsluitend toegestaan met behulp van speciaal daarvoor bestemde arbeidsmiddelen.

Bij wijze van uitzondering mogen niet daarvoor bestemde arbeidsmiddelen worden gebruikt voor het hijsen of heffen van werknemers, mits passende maatregelen zijn genomen om de veiligheid te waarborgen, overeenkomstig de bepalingen van de onderafdelingen V en VI.

Art. 15. Er moeten maatregelen worden getroffen opdat werknemers zich niet ophouden onder hangende lasten, tenzij zulks is vereist voor het goede verloop van de werkzaamheden.

Het is niet toegestaan hangende lasten te verplaatsen boven niet beschermde werkplekken waar zich gewoonlijk werknemers bevinden. Indien het goede verloop van de werkzaamheden anders niet kan worden gewaarborgd, moeten passende procedures worden vastgesteld en toegepast.

Art. 16. De hijs- en hefhelpstukken moeten worden gekozen op grond van de te hanteren lasten, de aanvatpunten, de haakvoorziening en de weersomstandigheden, daarbij rekening houdend met de wijze van aanslaan van de last en het gebruikte soort hijs- of hefmiddel.

De tot een geheel samengevoegde hijs- en hefhelpstukken moeten duidelijk worden gemarkeerd om de gebruiker in staat te stellen de kenmerken daarvan te kennen, wanneer zij na gebruik niet worden losgemaakt.

Art. 17. Les accessoires de levage doivent être entreposés d'une manière garantissant qu'ils ne seront pas endommagés ou détériorés.

Sous-section IV. — Dispositions spécifiques concernant l'utilisation d'équipements de travail servant au levage de charges non guidées

Art. 18. Si deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures appropriées doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges et/ou des éléments des équipements de travail eux-mêmes.

Art. 19. Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures doivent être prises pour éviter son basculement, son renversement et, le cas échéant, son déplacement et son glissement. La bonne exécution de ces mesures doit être vérifiée.

Art. 20. Si l'opérateur d'un équipement de travail servant au levage de charges non guidées ne peut observer le trajet entier de la charge ni directement ni par des dispositifs auxiliaires fournissant les informations utiles, un préposé aux signaux en communication avec l'opérateur doit être désigné pour le guider et des mesures d'organisation doivent être prises pour éviter des collisions de la charge susceptibles de mettre en danger des travailleurs.

Art. 21. Les travaux doivent être organisés d'une manière telle que, lorsque le travailleur accroche ou décroche une charge à la main, ces opérations puissent être effectuées en toute sécurité, ce travailleur devant notamment en garder la maîtrise directe ou indirecte.

Art. 22. Toutes les opérations de levage doivent être correctement planifiées, surveillées de manière appropriée et effectuées afin de protéger la sécurité des travailleurs.

En particulier, si une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charges non guidées, une procédure doit être établie et appliquée pour assurer la bonne coordination des opérateurs.

Art. 23. Si des équipements de travail servant au levage de charges non guidées ne peuvent pas retenir les charges en cas de panne partielle ou complète de l'alimentation en énergie, des mesures appropriées doivent être prises pour éviter d'exposer des travailleurs à des risques correspondants.

Les charges suspendues ne doivent pas rester sans surveillance, sauf si l'accès à la zone de danger est empêché et si la charge a été accrochée en toute sécurité et est maintenue en toute sécurité.

Art. 24. L'emploi à l'air libre d'équipements de travail servant au levage de charges non guidées doit cesser dès que les conditions météorologiques se dégradent au point de nuire à la sécurité de fonctionnement et d'exposer ainsi des travailleurs à des risques. Des mesures adéquates de protection, destinées notamment à empêcher le renversement de l'équipement de travail, doivent être prises pour éviter des risques pour les travailleurs.

Sous-section V. — Dispositions concernant l'utilisation d'équipements de travail destinés au levage de charges et servant exceptionnellement au levage de personnes

Art. 25. En application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail et des prescriptions de l'article 14 il doit être évité d'utiliser, pour le levage de personnes, des équipements de travail non conçus ou destinés à cet effet. Par conséquent, une telle utilisation ne peut être mise en oeuvre que dans des situations exceptionnelles pour lesquelles en outre l'évaluation des risques a montré que, moyennant l'observation des dispositions réglementaires ainsi que des mesures et procédures appropriées, la sécurité des travailleurs concernés est assurée, en particulier par rapport au risque de chute et de coïncement.

Seuls les équipements de travail suivants sont susceptibles d'être utilisés à cette fin : les grues, les chariots-élévateurs, les chariots de manutention à bras télescopique, les grues mobiles à flèche télescopique et les engins de levage du type grue de chargement de camion.

L'utilisation d'autres équipements de travail qui ne sont pas destinés au levage de personnes, notamment d'engins de terrassement, est interdite pour le levage de personnes.

Art. 17. De hijs- en hefhulpstukken moeten zodanig worden opgeslagen dat zij niet kunnen worden beschadigd of aangetast.

Onderafdeling IV. — Specifieke bepalingen betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van niet-geleide lasten

Art. 18. Wanneer twee of meer arbeidsmiddelen die dienen voor het hijsen of heffen van niet-geleide lasten zodanig op een werkplek worden geïnstalleerd of gemonteerd dat hun werkgebieden elkaar overlappen, moeten passende maatregelen worden genomen om botsingen tussen de lasten en/of delen van de arbeidsmiddelen zelf te voorkomen.

Art. 19. Tijdens het gebruik van een mobiel arbeidsmiddel dat dient voor het hijsen/heffen van niet-geleide lasten moeten maatregelen worden genomen om te vermijden dat het arbeidsmiddel kantelt, omkipt en eventueel in beweging komt of wegglijdt. Er moet op worden toegezien dat de maatregelen naar behoren worden uitgevoerd.

Art. 20. Wanneer de bediener van een arbeidsmiddel dat dient voor het hijsen of heffen van niet-geleide lasten noch rechtstreeks noch door middel van de nodige informatie verstrekende hulpmiddelen de volledige baan van de last kan volgen, moet een met de bediener in verbinding staande seingever worden aangewezen om hem te leiden en moeten organisatorische maatregelen worden genomen om botsingen van de last te voorkomen die de werknemers in gevaar kunnen brengen.

Art. 21. De werkzaamheden moeten zodanig worden georganiseerd dat, wanneer een werknemer een last met de hand vast- of losmaakt, deze handelingen in alle veiligheid kunnen worden verricht, door er met name voor te zorgen dat de werknemer hierover direct of indirect de controle behoudt.

Art. 22. Alle handelingen voor het hijsen of heffen moeten correct gepland en onder adequaat toezicht worden uitgevoerd teneinde de veiligheid van de werknemers te garanderen.

Met name wanneer een last gelijktijdig moet worden gehezen/geheven door twee of meer arbeidsmiddelen die dienen voor het hijsen/heffen van niet-geleide lasten moet een procedure worden opgesteld en toegepast om een goede coördinatie van de handelingen van de bedieners te waarborgen.

Art. 23. Wanneer arbeidsmiddelen die dienen voor het hijsen of heffen van niet-geleide lasten bij het geheel of gedeeltelijk uitvallen van de energietoevoer de lasten niet meer kunnen houden, moeten passende maatregelen worden genomen om te vermijden dat de werknemers aan de daarmee gepaard gaande risico's worden blootgesteld.

De aan een hijs- of hefwerktuig hangende lasten mogen niet zonder toezicht blijven, tenzij de toegang tot de gevarezone wordt verhinderd en de last volkomen veilig is vastgemaakt en wordt vastgehouden.

Art. 24. In de open lucht gebruikte arbeidsmiddelen die dienen voor het hijsen of heffen van niet-geleide lasten moeten worden stilgelegd zodra de weersomstandigheden zodanig verslechteren dat de bedrijfsveiligheid in gevaar wordt gebracht en de werknemers aan risico's worden blootgesteld. Er moeten adequate beschermingsmaatregelen, met name om te verhinderen dat het arbeidsmiddel omkantelt, worden genomen om risico's voor de werknemers te voorkomen.

Onderafdeling V. — Bepalingen betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen bestemd voor het hijsen of heffen van lasten die uitzonderlijk gebruikt worden voor het hijsen of heffen van personen

Art. 25. In toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen en van de voorschriften van artikel 14 moet vermeden worden arbeidsmiddelen te gebruiken voor het hijsen of heffen van personen die hiervoor niet ontworpen of bestemd zijn. Dit kan derhalve slechts worden toegepast voor uitzonderlijke situaties waarvoor de risicobeoordeling bovendien heeft aangetoond dat, mits naleving van de toepasselijke reglementaire bepalingen alsook van gepaste maatregelen en procedures, de veiligheid van de betrokken werknemers wordt verzekerd, in het bijzonder ten aanzien van het val- en knellingsrisico.

Alleen de volgende arbeidsmiddelen kunnen voor dit gebruik in aanmerking komen : de kranen, de vorkheftrucks, de teleporters, de mobiele kranen met telescopische giek en de hijswerktuigen van het type autolaadkraan.

Het gebruik van andere arbeidsmiddelen die niet bestemd zijn voor het hijsen of heffen van personen, inzonderheid van bouwterreïnmachines, is verboden voor het hijsen of heffen van personen.

Art. 26. Les équipements de travail destinés pour le levage de charges qui sont adaptés pour le levage de personnes par l'utilisation d'accessoires sont assimilés à des appareils de levage tels que visés à l'article 267.2.1 du Règlement général pour la protection du travail. Les prescriptions réglementaires en matière de contrôle avant mise en usage et de contrôles périodiques sont par conséquent applicables à l'ensemble, équipement de travail et nacelle, et doivent couvrir les aspects concernant le transport de personnes.

La charge utile totale de ces équipements de travail ne peut être supérieure à la moitié de la charge utile prévue pour le levage de charges. Pour la détermination de la charge utile dans la nacelle il est tenu compte d'un poids de 80 kg par personne et d'au moins 40 kg d'équipement et de matériel par personne.

Art. 27. Pendant la présence de travailleurs dans une nacelle en position levée le poste de commande de l'équipement de travail doit être occupé en permanence.

Les travailleurs levés doivent disposer d'un moyen de communication approprié.

Les mesures sont prises pour que les travailleurs puissent être évacués en sécurité.

Sous-section VI. — Dispositions spécifiques concernant l'utilisation de nacelles et plates-formes suspendues à une grue.

Art. 28. Les dispositions de l'article 453, en particulier celles de l'article 453.1, du Règlement général pour la protection du travail, sont applicables.

Les dispositions de l'article 453.12 concernant le nombre maximum de personnes admises dans le dispositif de transport n'est pas applicable pour le simple transport de personnes vers un poste de travail situé plus haut ou plus bas. Il est toutefois recommandé de limiter le nombre de personnes transportées simultanément.

Sous-section VII. — Dispositions finales

Art. 29. Sont abrogés dans le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 :

1° l'article 269, point 4, remplacé par l'arrêté royal du 19 septembre 1980 et modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1983;

2° l'article 269bis, point 3, inséré par l'arrêté royal du 19 septembre 1980 et modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1983;

3° les articles 275, 276 et 277;

4° l'article 279 modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1958, 20 juin 1962 et 26 février 1975.

Art. 30. Sont chargés de la surveillance des dispositions du présent arrêté :

a) les ingénieurs, ingénieurs industriels, ingénieurs techniciens et contrôleurs techniques de l'Inspection technique de l'Administration de la sécurité du travail;

b) les médecins-inspecteurs du travail et les inspecteurs adjoints d'hygiène de l'Inspection médicale de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

Art. 31. Les dispositions des articles 1^{er} à 28 du présent arrêté constituent la section III du Titre VI, Chapitre II du Code sur le bien-être au travail intitulées comme suit :

« TITRE VI. — Equipements de travail. »

« CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques. »

« Section III. — Equipements de travail servant au levage de charges. ».

Art. 32. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 26. De arbeidsmiddelen bestemd voor het hijsen of heffen van lasten die door het gebruik van hulpmiddelen aangepast worden voor het hijsen of heffen van personen worden gelijkgesteld met hefwerktuigen zoals bedoeld in artikel 267.2.1. van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming. De reglementaire bepalingen inzake controle voor ingebruikname en periodieke controles zijn derhalve van toepassing op het geheel, arbeidsmiddel en werkbak, en moeten de aspecten van het vervoer van personen dekken.

De totale nuttige belasting van deze arbeidsmiddelen mag niet groter zijn dan de helft van de nuttige belasting voorzien voor het hijsen of heffen van lasten. Voor de bepaling van de nuttige last in de werkbak wordt rekening gehouden met een gewicht van 80 kg per persoon en van minstens 40 kg uitrusting en materieel per persoon.

Art. 27. Wanneer werknemers aanwezig zijn in een geheven werkbak moet de bedieningspost van het arbeidsmiddel permanent zijn bemand.

De werknemers die worden gehesen of geheven moeten over een geschikt communicatiemiddel beschikken.

De nodige voorzieningen worden getroffen om de werknemers veilig te kunnen evacueren.

Onderafdeling VI. — Specifieke bepalingen betreffende het gebruik van werkbakken en werkplatformen opgehangen aan een kraan.

Art. 28. De bepalingen van artikel 453, inzonderheid artikel 453.1, van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, zijn van toepassing.

De bepalingen van artikel 453.12 inzake het maximaal aantal personen dat toegelaten is in de draaginrichting is niet van toepassing bij het louter vervoer van personen naar een hoger- of lageregelegen werkpost. Aanbevolen wordt evenwel het aantal personen dat in eenmaal vervoerd wordt te beperken.

Onderafdeling VII. — Slotbepalingen

Art. 29. Worden opgeheven in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 :

1° artikel 269, punt 4, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 september 1980 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1983;

2° artikel 269bis, punt 3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 september 1980 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1983;

3° de artikelen 275, 276 en 277;

4° artikel 279 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1958, 20 juni 1962 en 26 februari 1975.

Art. 30. Zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit :

a) de ingenieurs, industrieel ingenieurs, technisch ingenieurs en technisch controleurs van de Technische Inspectie van de Administratie van de arbeidsveiligheid;

b) de geneesheren-arbeidsinspecteurs en de adjunct-inspecteurs-arbeidshygiëne van de Medische Inspectie van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

Art. 31. De bepalingen van de artikelen 1 tot 28 van dit besluit vormen afdeling III van Titel VI, Hoofdstuk II van de Code over het welzijn op het werk met volgende opschriften :

« TITEL VI. — Arbeidsmiddelen. »

« HOOFDSTUK II. — Specifieke bepalingen. »

« Afdeling III. — Arbeidsmiddelen voor het hijsen of heffen van lasten. ».

Art. 32. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET